

ÉPURATION AU HAUT CONSEIL DE L'ÉDUCATION

Texte disponible à <http://michel.delord.free.fr/llaff.pdf>
English version at <http://michel.delord.free.fr/llaff-eng.pdf>

Le lundi 21 novembre 2005, M. Laurent Lafforgue, mathématicien français, professeur permanent à l'Institut des Hautes Études Scientifiques (IHÉS), Médaille Fields 2002, membre de l'Académie des Sciences, a donné sa démission du Haut Conseil de l'Éducation (HCE), après que cette démission lui eut été demandée.

Dans ses missions, le HCEⁱ remplace le Conseil National des Programmes et le Haut Conseil de l'Évaluation de l'École. Il est notamment chargé de définir le contenu du socle commun de connaissances et de compétences que tous les élèves devront maîtriser à seize ans, ainsi que d'élaborer le cahier des charges de la formation dispensée dans les IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres). C'est donc une instance capitale pour l'avenir de l'école en France.

Installé le 8 novembre, le HCE n'aura attendu qu'une quinzaine de jours et n'aura siégé qu'une seule fois avant de subir sa première secousse : la « démission » demandée de Laurent Lafforgue lundi 21 novembre. Or les positions de M. Laurent Lafforgue sur l'instruction sont connues publiquement, chacun sait qu'il est un ardent défenseur du savoir et de l'école républicaine, et qu'il n'appartient pas aux puissants lobbies du mouvement pédagogique installés sans partage au sein du ministère de l'éducation nationale (MEN) depuis plus de trente ans.

Dans un courrier de caractère privéⁱⁱ adressé à M. Bruno Racine, président, et à chacun des membres du HCE, M. Laurent Lafforgue met en doute la nécessité de faire appel aux prétendus « experts de l'Éducation Nationale » dont il récuse la capacité à remettre en cause la politique qu'ils ont tous, les uns après les autres, promue depuis la fin des années 60 : il s'étonne - à juste titre - qu'on envisage de confier une fois de plus la mission de reconstruire l'école publique à ceux-là mêmes qui n'ont cessé d'en saper les fondements par des politiques inconsistantes et des mesures pédagogiques délirantes.

Il conclut son courrier par une forte interrogation engageant la nature même du travail du HCE : celui-ci souhaite-t-il « confier l'élaboration des avis qui [lui] sont demandés aux mêmes experts et responsables dont les politiques ont conduit au désastre actuel » ou aura-t-il la salutaire volonté de « rompre radicalement avec tous les hiérarques de l'Éducation Nationale » et « travailler [...] à rédiger des avis sur lesquels les responsables politiques pourraient s'appuyer pour sauver notre système éducatif de la destruction complète et définitive » ?

Contrairement à tous les usages, cette lettre privée a été divulguée à l'extérieur du HCE et transmise aux services du MEN. Le but de la manœuvre était clair : déstabiliser M. Laurent Lafforgue et le pousser à la démission, au seul motif qu'il risquait de dénoncer la poursuite des politiques qui conduisent l'école publique à la ruine. Si sa démission était confirmée, une ombre pèserait sur l'autorité du Haut Conseil comme sur l'indépendance de ses travaux. Le HCE peut-il se priver des avis et des conseils d'une personnalité aussi éminente et aussi compétente sans entamer durablement sa crédibilité ?

C'est pourquoi nous demandons instamment à Monsieur le Président de la République, qui a nommé Monsieur Laurent Lafforgue au Haut Conseil pour l'Éducation, de refuser sa démission.

Écrit par des membres du GRIP, Sauver les Lettres, Reconstruire l'École

Signé par GRIP – Reconstruire l'École - SAGES

* * *

Pour information : une pétition contre l'éviction de Laurent Lafforgue est disponible à

<http://www.re2.freesurf.fr/Actions/demll.html>

* * *

Version avec mise à jour régulière : <http://michel.delord.free.fr/llaff.html>

ⁱ <http://www.education.gouv.fr/syst/hce/>

ⁱⁱ <http://www.ihes.fr/~lafforgue/dem/courriel.html>